

PLAN D'URGENCE

10 millions d'euros pour réduire la collecte laitière

RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

🕒 23 h

[collecte laitière \(/tag/collecte laitière\)](/tag/collecte%20laitiere)

[prix du lait \(/tag/prix du lait\)](/tag/prix%20du%20lait)

[AOP \(appellation d'origine protégée\) \(/tag/AOP \(appellation d'origine protégée\)\)](/tag/AOP%20(appellation%20d'origine%20protégée))

[Cniel \(/tag/Cniel\)](/tag/Cniel)

[Coronavirus \(/tag/Coronavirus\)](/tag/Coronavirus)

[laiterie \(/tag/laiterie\)](/tag/laiterie)



En plus de la demande de réduction de la production laitière, les syndicats craignent une chute du prix du lait. © C. Faimali/GFA

La fermeture partielle de débouchés, le repli des cotations et le manque de main-d'œuvre dans les usines affectent l'activité des industriels laitiers. Pour assurer au maximum la continuité de la collecte, l'interprofession laitière lance un plan d'aide temporaire à la réduction de collecte pour avril.

« **Lisser le pic de collecte** est une priorité, a expliqué Thierry Roquefeuil, le président du **Cniel**, à La France Agricole, à l'issue d'une réunion de crise organisée le 31 mars 2020. Il s'agit de contenir les volumes de lait spot et de poudre car certains acheteurs spéculent déjà sur la **cotation beurre**

poudre. »

Des acheteurs attentistes

D'après la **Commission européenne**, le cours de la poudre maigre a chuté de presque 400 € la tonne depuis février. « La baisse risque de se prolonger, notamment si les acheteurs se font

attentistes et tablent sur un excès de disponibilités dans les prochains mois », confirme l'**Institut de l'élevage**. Le manque de débouchés et de main-d'œuvre (5 à 30 % d'absentéisme, selon les usines), perturbent la chaîne de transformation.

400 €/t

C'est le niveau de la chute des cours de la poudre maigre de lait depuis février, selon la Commission européenne

Le Cniel a donc lancé une nouvelle stratégie d'**incitation positive à la baisse de la production**. « En avril, les éleveurs qui **réduisent leur collecte de 2 à 5 %** par rapport aux niveaux d'avril 2019 verront les litrages perdus **indemnisés hauteur de 320 €/1 000**

litres », précise Thierry Roquefeuil. L'interprofession a débloqué une enveloppe de **10 millions d'euros** et espère être soutenue par les pouvoirs publics français et européens. « L'important est de soutenir les efforts des producteurs, en minimisant la perte de revenu. »

Ce plan d'urgence, similaire à celui adopté en 2016, a été soumis à l'approbation de la Commission européenne. « Les **outils de transformation**, notamment pour la poudre et le fromage de garde, sont pour la plupart **saturés**, insiste Damien Lacombe, le président de **Coop de France métiers du lait (ex-FNCL)**. Lisser la collecte est le seul moyen de limiter la casse. »

« Lisser la collecte est le seul moyen de limiter la casse. »

Damien Lacombe, président de Coop de France métiers du lait

À chaque laiterie sa stratégie

Tour à tour, les laiteries tentent de mobiliser les producteurs à leur manière. Chez **Sodiaal**, [l'application d'une saisonnalité négative de 20 €/1 000 litres sur avril et mai, redistribuée cet été](http://www.lafranceagricole.fr/actualites/elevage/coronavirus-les-eleveurs-laitiers-appelles-a-reduire-leur-production-1,12,3890742401.html) (<http://www.lafranceagricole.fr/actualites/elevage/coronavirus-les-eleveurs-laitiers-appelles-a-reduire-leur-production-1,12,3890742401.html>), vise à limiter le pic de collecte printanier. De son côté, **Lactalis** a également appelé à la réduction de la production le 26 mars 2020. « Cette modération sera définie et déterminée en étroite collaboration avec les OP (1) », précise l'industriel.

Savencia a mis en place « une incitation financière au lissage de -20 €/1 000 litres sur les mois d'avril et mai et de -10 €/1 000 litres en juin » annoncée dans un courrier daté du 27 mars 2020. Une incitation positive est prévue pour le second semestre. La crise sanitaire a néanmoins donné un coup d'arrêt aux négociations sur le **prix du lait** conduites avec l'association d'organisations de producteurs (AOP) **Sunlait**. « Une diminution de volume ne devrait pas impliquer une baisse de prix pour le producteur, ce n'est pas la bonne méthode », déplore le conseil d'administration de l'AOP, proposant à la place une compensation financière à la réduction de volume.

Double peine pour les éleveurs

Lisser la collecte, oui, mais sans sacrifier la trésorerie des exploitations. « C'est désormais l'industrie laitière toute entière qui, en plein pic saisonnier, demande aux éleveurs de **freiner la production** de leurs vaches, sous peine de **voir se dégrader le prix du lait** dans les prochaines semaines, résume la FDSEA 50 (Manche), dans un communiqué du 30 mars 2020. Et de rappeler que « les conséquences de l'évolution du contexte économique ne peuvent être **assumées par les producteurs seuls** ».

La Fédération nationale des producteurs de lait (**FNPL**) se dit plutôt favorable à une **incitation à la baisse par une majoration du prix du lait**. La section laitière de la **Coordination rurale** demande de son côté aux laiteries de **justifier l'état des stocks et des marchés** afin que « les éleveurs ne soient à nouveau la **variable d'ajustement**, avec les consommateurs. »

Que répondent les coopératives à ces inquiétudes ? « Jouer sur la **saisonnalité** est une **mesure habituelle**, mise en évidence et étendue cette année afin d'**alerter les éleveurs** face à l'urgence de la situation », assure Damien Lacombe. Et de promettre que « cela sera rattrapé en été ».

Assurer la continuité des livraisons

« Nous faisons tout pour assurer la collecte des producteurs de lait français mais nous ne sommes **pas à l'abri d'accidents**, notamment du côté des **petites laiteries** pour lesquelles il est encore plus difficile de s'adapter aux derniers changements des modes de consommation : fermeture partielle de la restauration hors foyer, décroissance du segment des fromages à la coupe au profit du lait de consommation ou de la crème », analyse Thierry Roquefeuil.

Nous faisons tout pour assurer la collecte des producteurs de lait français mais nous ne sommes pas à l'abri d'accidents.

Thierry Roquefeuil, président de l'interprofession laitière

Dans les filières sous appellation, notamment, les commandes ont chuté de 25 à 80 % sur les deux

dernières semaines, selon les entreprises, avertit le Cnaol (<http://www.lafranceagricole.fr/actualites/elevage/epidemie-la-double-peine-pour-les-appellations-laitieres-1,12,4113089889.html>). « La filière est mobilisée mais les **pouvoirs publics français et européens** ont également leur rôle à jouer, précise Damien Lacombe. Indemnisation des arrêts de collecte, recours au stockage privé, activation d'une stratégie de régulation de la collecte à l'échelle européenne... Tous les efforts doivent être déployés pour passer cette période inédite. »

L'interprofession encourage donc les industriels à se venir en aide en **collectant les producteurs des laiteries les plus fragiles**. Sodiaal est le premier à avoir répondu présent. « Il faut faire le nécessaire pour équilibrer les efforts pour ne pas que seuls les producteurs de Sodiaal soient impactés et que d'autres en profitent pour baisser leur prix », avertit Florent Cressot, président de la FDPL 52 (Haute-Marne).

« L'individualisme devrait laisser place à l'intérêt général », estime la Coordination rurale, dans un communiqué du 30 mars. Le syndicat va jusqu'à demander, en complément de la solidarité entre collecteurs, la possibilité de réquisitionner personnel et matériel pour assurer collecte et livraisons des produits finis.

« De nombreuses interrogations persistent sur les **traces que va laisser cette crise sanitaire sur le long terme**. Cela va sûrement changer les comportements et l'heure viendra où il faudra en tirer les conséquences », conclut Damien Lacombe.

A. Courty

(1) organisations de producteurs.

La filière caprine également en difficulté



© H. Chaligne/GFA

Pertes de marchés et ralentissement des chaînes de production à l'approche du pic de collecte saisonnier, la filière caprine n'est pas épargnée. D'autant que la production est en hausse par rapport à son niveau de 2019, de 5 à 10 % selon les régions.

Le maintien de la collecte est une priorité pour l'interprofession (**Anicap**). Mais les entreprises de transformation « vont se retrouver de façon imminente en situation de devoir détruire du lait » faute de débouchés et de capacités de stockage suffisantes, alerte l'Anicap le 26 mars 2020. L'interprofession appelle donc l'ensemble des livreurs à « modérer leur production » sur le mois d'avril.

L'Anicap a d'ores et déjà sollicité l'aide du gouvernement sur les volets du **stockage privé** et de la prise en charge de la **destruction de lait**.